

de ma compétence, j'oserai y répondre en disant non. Par ailleurs, puisque les députés ne se rappellent peut-être pas le début de la question, je dirai que nous voyons cette initiative d'un bon œil et que nous la suivrons avec grand intérêt. Je pense. . .

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Je me rappelle le début de la question.

L'ACCORD SECRET ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS

M. Steven E. Paproski (Edmonton-Centre): Monsieur l'Orateur, j'aimerais adresser cette question au ministre d'État (M. Lang). Comme un sénateur éminent a maintenant déclaré que l'accord secret de 1967 sur le pétrole entre le Canada et les États-Unis est illégal, le ministre dira-t-il à la Chambre si un autre entente secrète et illégale a été négociée plus récemment?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Je ne suis pas sûr que la question ainsi formulée soit recevable.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES ÎLES ALÉOUTIENNES—LES ESSAIS NUCLÉAIRES—LES CONSULTATIONS PRÉALABLES

M. Mark Rose (Fraser Valley-Ouest): Ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Vu les appréhensions exprimées par ceux qui s'intéressent à la conservation des régions sauvages et le danger de déclencher des tremblements de terre le long de la côte du Pacifique, le gouvernement canadien a-t-il été consulté au sujet des essais nucléaires souterrains massifs qu'on se propose de faire à Anchitka et dans les îles Aléoutiennes en octobre prochain?

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Je doute que la question bouleversante du député soit recevable.

[Plus tard]

M. Rose: Monsieur l'Orateur, en raison de la gravité du problème, je me demande si on me permettrait de poser à nouveau ma question bouleversante. Le gouvernement du Canada a-t-il fait des instances ou obtenu des renseignements du gouvernement des États-Unis concernant les répercussions possibles des essais nucléaires souterrains projetés dans les îles Aléoutiennes?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, pour ma part, je n'en sais rien. Il se peut cependant que mes fonctionnaires soient au courant. Je vais donc m'enquérir là-dessus.

[L'hon. M. Lang.]

LES POSTES

LA PROMPTE LIVRAISON DU COURRIER

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au sympathique ministre des Postes. Elle découle d'une récente déclaration du ministre partant que «99 p. 100 des Canadiens reçoivent 99 p. 100 des fois leur courrier dans un délai de 24 heures.» Si l'on l'on songe que, pour la majorité des Canadiens, il n'y a pas de distribution postale le samedi et le dimanche, soit un laps de temps de 48 heures, le ministre peut-il nous dire si cette déclaration sur la prompte livraison du courrier signifie que 1 p. 100 seulement des usagers de la poste. . .

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. La question du député est à 99 p. 100 litigieuse.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA DÉCLARATION ATTRIBUÉE AU BRIGADIER- GÉNÉRAL HAMILTON SUR LA FAMINE ET LA GUERRE

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires étrangères. A-t-il entrepris une enquête à propos de la déclaration du brigadier-général Charles Hamilton, membre canadien de l'équipe internationale d'observateurs au Nigeria qui aurait dit, sur la foi de tous les récits de guerre et de sa propre expérience, que «l'affamement est une arme de guerre légitime»?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Oui, monsieur l'Orateur. On m'a fait un rapport et je puis nier que le brigadier-général Hamilton ait tenu les propos dont on l'accuse.

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre a-t-il protesté auprès du gouvernement du Nigeria dont un fonctionnaire aurait attribué cette remarque au général canadien?

L'hon. M. Sharp: Non, monsieur l'Orateur, J'ignorais que le gouvernement nigérian fût en cause. J'ai simplement reçu un compte rendu des propos de ce fonctionnaire, propos tenus en présence de témoins. Je n'hésite donc pas à affirmer que ses paroles ont été déformées mais je ne savais pas que le gouvernement nigérian était en cause.

M. David Lewis (York-Sud): Une question supplémentaire. Je demande au ministre si